



Bulletin d'information hebdomadaire
du Bureau du Procureur – 27 octobre - 2 novembre – numéro 11

1. Enquêtes et poursuites :

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : DEUXIÈME SEMAINE ET CLÔTURE DE L'AUDIENCE DE CONFIRMATION DES CHARGES DANS L'AFFAIRE ABU GARD



L'équipe chargée des poursuites



Témoign 445



Bahr Idriss Abu Garda

30 octobre - Dans ses observations finales, l'Accusation a conclu que : « Abu Garda exerçait un contrôle sur les forces rebelles et sur les crimes qu'elles ont commis. Nul ne conteste ni l'existence de l'attaque qui a été menée le 29 septembre, ni qu'elle ait eu lieu dans le contexte d'un conflit armé, ni, enfin, que douze soldats du maintien de la paix y ont trouvé la mort, que d'autres ont été blessés et que le camp a été pillé ».

L'Accusation a rappelé que, tel qu'établi par les éléments de preuve présentés lors de l'audience, le camp de l'UA à Haskanita jouissait d'un statut protégé lorsqu'il a été attaqué ; son personnel et les biens s'y trouvant pouvaient se prévaloir de la protection accordée aux civils. Rien dans les éléments de preuve présentés par la Défense ne vient le contredire.

Trois témoins de l'Accusation ont été cités à comparaître lors de l'audience, dont deux victimes et un expert militaire. Quatre représentants légaux ont représenté des victimes du Nigeria, du Mali et du Sénégal.

La Chambre préliminaire I rendra sa décision dans un délai de 60 jours après la présentation des arguments écrits finaux par l'Accusation et la Défense, le 30 novembre. La Chambre pourra alors : confirmer les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il y avait des preuves suffisantes. Dans cette hypothèse, l'affaire serait jugée par une Chambre de première instance ; ne pas confirmer les charges pour lesquelles elle a conclu qu'il n'y avait pas de preuves suffisantes et ajourner la procédure contre Abu Garda ; demander au Procureur d'apporter des éléments de preuve supplémentaires ou de procéder à de nouvelles enquêtes ; demander au Procureur de modifier une charge si les éléments de preuve produits semblent établir qu'un crime différent a été commis.

Les deux parties peuvent demander à la Chambre préliminaire l'autorisation d'interjeter appel de la décision.

a. Aperçu général des affaires

Au cours de cette semaine, le Bureau du Procureur a déposé 15 écritures dans les différentes affaires et a mené trois missions d'enquête dans deux pays.

b. Situation en République démocratique du Congo (RDC)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités de la RDC en avril 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année en se concentrant sur l'Ituri, où les principaux groupes armés avaient commis les crimes les plus graves. Quatre mandats d'arrêt ont été délivrés, à l'encontre des dirigeants de l'UPC Thomas Lubanga Dyilo et Bosco Ntaganda, et de ceux du FNI et de la FRPI Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo* s'est ouvert le 26 janvier 2009. L'ouverture du procès de MM. Katanga et Ngudjolo Chui est prévue pour le 24 novembre 2009. Bosco Ntaganda est toujours en fuite.

En septembre 2008, le Bureau du Procureur a annoncé l'ouverture d'une enquête dans les deux provinces du Kivu.

27 octobre - Le Conseil de l'UE a [appelé](#) le gouvernement de la RDC « à assurer, sans exception, que les responsables de violations du droit international, y compris les droits de l'homme et du droit humanitaire international, soient tenus pour responsables. » Le Conseil a constaté que « le filtrage en temps opportun des commandants des FARDC et des soldats est d'une importance cruciale à cet égard » et a réitéré « son plein soutien pour les activités de la CPI dans la région et demande au Gouvernement de la RDC de coopérer avec la Cour, notamment à l'égard de l'arrestation et de la remise de Bosco Ntaganda à la CPI. »

Affaire : Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo

L'Accusation a terminé la présentation de son affaire le 14 juillet. Le 2 octobre, la Chambre de première instance I [a décidé](#) de reporter la présentation de la Défense qui aurait dû commencer en octobre 2009 selon le calendrier initial. Elle attend ainsi que la Chambre d'appel se prononce sur les appels interjetés par l'Accusation et par la Défense contre la décision qu'elle avait elle-même rendue le 14 juillet pour informer les parties et les participants que la qualification juridique des faits pouvait être modifiée conformément à la norme 55 du Règlement de la Cour.

28 octobre - Dans sa réponse aux observations des représentants légaux des victimes relatives aux appels interjetés contre la décision que la Chambre de première instance a rendue le 14, l'Accusation a noté la concordance de vue entre elle et les représentants légaux à propos de toutes les questions de fond, notamment le fait que la norme 55-2 n'autorise la Chambre à ne requalifier que les faits et les circonstances visés par les charges.

Affaire : Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui

Le début du procès est prévu pour le 24 novembre. Le 31 octobre, la Défense de Mathieu Ngudjolo a demandé un report de trois mois. Lors d'une conférence de mise en état le 2 novembre, la Chambre a demandé à la Défense de soumettre des observations écrites à propos de leur demande.

Enquêtes dans les provinces du Kivu

c. Situation en [Ouganda](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités ougandaises en janvier 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juillet de la même année. Cinq mandats d'arrêt ont été délivrés à l'encontre [des plus hauts dirigeants de l'Armée de résistance du Seigneur](#) (ARS) : Joseph Kony, Vincent Otti (qui aurait été tué en 2007 sur les ordres de Joseph Kony), Okot Odhiambo, Raska Lukwiya (tué au cours de combats le 12 août 2006 et dont le mandat d'arrêt a, de ce fait, été levé) et Dominic Ongwen. Ces mandats n'ont pas encore été exécutés. Depuis 2008, l'ARS aurait tué plus de 1 250 personnes, en aurait enlevé plus de 2 000 et en aurait contraint près de 300 000 à se déplacer rien qu'en RDC. On déplore de surcroît de nombreux cas de meurtres et d'enlèvements au Sud-Soudan et en République centrafricaine.

Parmi les activités [signalées](#) de l'ARS au Sud-Soudan, on retiendra l'attaque lancée le 21 octobre contre un camp pour personnes déplacées du Darfour dans la province du Bahr al-Ghazal occidental, au cours de laquelle cinq personnes auraient été tuées et près d'une cinquantaine d'autres enlevées, avant d'être libérées par l'Armée populaire de libération du Soudan (SPLA). Le 22 octobre, en marge du sommet spécial que l'Union africaine avait convoqué à Kampala pour discuter des réfugiés, le lieutenant-général Nhail Deng Nttial, Ministre des affaires de la SPLA au sein du Gouvernement du Sud-Soudan, a noté qu'il « semblerait que l'ARS soit en train d'étendre le champ de ses activités meurtrières à une allure très inquiétante, tandis que des incursions frontalières continuent de coûter la vie à des innocents dans ces régions », et a demandé que le problème fasse l'objet d'une démarche concertée dans la région.

d. Situation au [Darfour \(Soudan\)](#)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part du Conseil de sécurité de l'ONU en mars 2005. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en juin de la même année. Trois mandats d'arrêt et une citation à comparaître

ont été délivrés, à l'encontre d'[Ahmad Harun et Ali Kushayb](#), d'[Omar Al Bashir](#) et de [Bahar Idriss Abu Garda](#). Les trois mandats n'ont pas encore été exécutés, tandis que M. Abu Garda [a comparu de son plein gré](#) devant la Cour en exécution de la citation à comparaître qui lui avait été adressée. Il a été autorisé à quitter les Pays-Bas à l'issue de sa comparution initiale qui a eu lieu le 18 mai. L'audience de confirmation des charges a eu lieu du 19 au 30 octobre 2009.

Octobre - Le Groupe de haut niveau de l'Union africaine sur le Darfour [a recommandé](#) une modification en profondeur des « méthodes et [d]es règles pour enquêter sur les viols et en faire la preuve » au Soudan. Selon son rapport, rien ne permettait de démontrer que « le crime de viol ait bénéficié de l'attention qu'il mérit[ait] », ajoutant que le droit soudanais dressait des « obstacles prohibitifs » pour prouver le viol.

29 octobre - À l'issue de sa 207^e session, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) a publié un [communiqué](#) par lequel il faisait siennes les recommandations du Groupe de haut niveau de l'UA sur le Darfour, conduit par l'ancien Président Mbeki, y voyant « le fondement de l'engagement de l'UA au Darfour et de ses interactions avec ses partenaires internationaux ». Le Conseil a déclaré qu'elles « constituent une feuille de route précise et solide pour parvenir à la paix, à la justice, à la réconciliation et à l'apaisement au Darfour ». Ainsi, l'UA « [...] condamne énergiquement les violations des droits de l'homme au Darfour ». Parallèlement, le Conseil de paix et de sécurité a exhorté le Conseil de sécurité de l'ONU à « donner suite à l'appel de l'UA à faire surseoir au processus initié par la Cour pénale internationale contre le Président Omar Hassan Al Bashir ». Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a mis sur pied une équipe d'experts — au sein de laquelle se retrouvent les anciens présidents Mbeki, Pierre Buyoya du Burundi et Abdul Salami Abu-Bakr du Nigeria — chargée de contribuer à l'application de ces recommandations.

30 octobre - Le Gouvernement soudanais a [officiellement fait part de ses réserves](#) à la création du tribunal hybride que le Groupe de haut niveau de l'UA avait proposée. Le Vice-Président Taha a déclaré « [...] [U]n nouveau mécanisme de justice se présentant sous la forme de tribunaux hybrides suppose que l'on définisse de manière satisfaisante et précise dans quelle mesure le principe même de leur création est conforme à la constitution et au principe d'indépendance du pouvoir judiciaire, que l'on en fixe la compétence et que l'on détermine leur mode de fonctionnement et leurs spécificités. Il faut, pour ce faire, qu'il existe une coopération étroite entre nous et le mécanisme que nous recommandons à l'UA de mettre en place ». Il a, du reste, précisé que le Soudan avait instauré des tribunaux spéciaux et nommé un procureur spécial, ajoutant que le droit soudanais et la compétence de ses instances judiciaires « offraient le cadre nécessaire pour que justice soit rendue ». S'adressant à des journalistes, l'ancien Président Mbeki a déclaré que le Soudan « avait accepté » le tribunal hybride, mais souhaiterait approfondir la discussion avec l'UA. Dans un discours au Conseil de paix et de sécurité, il a déclaré : « [...] l'heure est venue d'agir. Il convient de prendre des mesures d'exception pour garantir aux habitants du Darfour que justice sera rendue en prenant en considération la réalité objective du fait qu'un certain nombre d'entre eux ne se fient guère à l'indépendance et à l'impartialité de leur système judiciaire pénal national. »

e. Situation en [République centrafricaine](#) (RCA)

Cette situation a fait l'objet d'un renvoi de la part des autorités centrafricaines en décembre 2004. Le Bureau du Procureur a ouvert son enquête en mai 2007. Un mandat d'arrêt a été délivré à l'encontre de [Jean-Pierre Bemba](#) pour des crimes commis en 2002 et 2003. L'[audience de confirmation des charges](#) a eu lieu du 12 au 15 janvier 2009. Le 15 juin de la même année, la Chambre préliminaire II a rendu sa décision relative à la confirmation des charges. Le 18 septembre, l'affaire a été renvoyée devant la Chambre de première instance III nouvellement constituée. Dans le même temps, le Bureau continue de s'intéresser de près aux allégations de crimes commis depuis la fin de 2005.

Affaire : Le Procureur c. Jean-Pierre Bemba Gombo

La Chambre d'appel doit toujours se prononcer sur l'[appel](#) interjeté par l'Accusation contre la décision de la Chambre préliminaire II ordonnant la mise en liberté provisoire de M. Bemba.

f. Divers

1^{er} novembre – Mme Shamila Batohi a pris ses fonctions de conseillère juridique principale du Bureau du Procureur. Mme Batohi a 23 ans d'expérience au poste de procureur dans son pays et a été procureur général du KwaZulu-Natal (Afrique du Sud). Mme Batohi aura pour tâche première de diriger la mise au point du Manuel d'opérations et des politiques générales du Bureau.

2. Analyses préliminaires :

a. Statistiques relatives aux [Communication au titre de l'article 15](#) et autres examens préliminaires

Il convient de distinguer analyse préliminaire et enquête. La première constitue en effet une phase au cours de laquelle le Bureau détermine si des crimes relevant de la compétence de la CPI ont pu être ou sont peut-être commis dans une situation donnée, si des enquêtes et des poursuites véritables se rapportant à ces crimes sont menées par les autorités compétentes et si l'ouverture éventuelle d'une enquête par le Procureur n'irait pas à l'encontre des [intérêts de la justice](#). Lors de cette phase, le Bureau évalue activement toutes les informations émanant de sources multiples concernant les crimes présumés, y compris les renseignements appelés « communications » fournis par des personnes ou des groupes, ainsi que les éléments fournis par les parties concernées, comme le prévoit l'article 15 du Statut. Le déclenchement d'une analyse préliminaire ne signifie pas qu'elle débouchera automatiquement sur l'ouverture d'une enquête.

À ce jour, le Bureau a reçu 8,441 communications, envoyées par des groupes/individus de 132 pays, dont 3,525 (42%) ne relevaient manifestement pas de la compétence de la Cour et 4,672 (55%) justifiaient une analyse plus poussée ou se rapportaient à une situation faisant déjà l'objet d'une analyse. 72 communications ont été reçues au mois d'octobre 2009.

b. Afghanistan

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2007, un examen qui porte sur des crimes présumés relevant de la compétence de la Cour qu'auraient perpétrés tous les acteurs concernés. Le Bureau a rencontré des responsables afghans en dehors du pays, de même que des représentants de diverses organisations. Il a envoyé plusieurs demandes de renseignements au Gouvernement afghan, mais n'a encore reçu aucune réponse à ce jour.

c. Colombie

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en 2006, un examen qui porte sur des crimes allégués relevant de la compétence de la Cour et sur des enquêtes et des poursuites menées en Colombie à l'encontre des auteurs présumés des crimes les plus graves, de chefs paramilitaires, de politiciens, de chefs de guérilla et de membres des forces armées. Le Bureau s'intéresse également à des allégations faisant état de réseaux internationaux qui viennent en aide aux groupes armés auteurs des crimes commis en Colombie.

1^{er} novembre - La déclaration faite par les autorités colombiennes en 2002 au titre de l'article 124 du Statut – aux termes de laquelle, pour une période de sept ans à partir de l'entrée en vigueur du Statut en Colombie, celle-ci n'accepte pas la compétence de la Cour en ce qui concerne les crimes de guerre qui auraient été commis sur son territoire ou par ses ressortissants – a expiré.

d. Géorgie

Le Bureau a annoncé publiquement qu'il analysait cette situation le 14 août 2008. Le Ministre géorgien de la justice a effectué une visite au Bureau du Procureur, tandis que la Russie, qui n'est pas partie au Statut, lui a fait parvenir 3 817 communications. Le 27 août 2008, le Procureur a sollicité des gouvernements russe et géorgien qu'ils lui communiquent certaines informations, ce qu'ils ont tous deux fait. Des représentants du Bureau se sont rendus en Géorgie en novembre 2008.

e. [Palestine](#)

Le 22 janvier 2009, l'Autorité nationale palestinienne a déposé auprès du Greffier une déclaration au titre de l'article 12-3 du Statut de Rome qui autorise les États non parties à accepter la compétence de la Cour. Le

Bureau du Procureur analysera tous les éléments en rapport avec sa compétence, notamment les questions de savoir tout d'abord si la déclaration d'acceptation de la compétence de la Cour répond aux prescriptions du Statut, ensuite si des crimes relevant de la compétence de la Cour ont été commis et enfin si des procédures nationales sont menées à l'égard des crimes présumés. Une délégation de l'Autorité nationale palestinienne ainsi que des représentants de la Ligue des États arabes se sont rendus à la Cour les 15 et 16 octobre 2009 afin de déposer un rapport présentant des arguments en faveur de la capacité de l'Autorité palestinienne à déléguer sa compétence à la CPI.

f. Côte d'Ivoire

La Cour a compétence à l'égard de la situation en Côte d'Ivoire en vertu d'une déclaration que le Gouvernement ivoirien a déposée le 1^{er} octobre 2003 au titre de l'article 12-3 et par laquelle il accepte la compétence de la Cour à compter du 19 septembre 2002. Les crimes les plus graves, y compris des cas présumés de violences sexuelles à grande échelle, ont été commis entre 2002 et 2005. Les 17 et 18 juillet, des représentants de haut rang du Bureau du Procureur se sont rendus à Abidjan.

g. Kenya

Le Bureau a annoncé officiellement qu'il analysait cette situation en février 2008. Le 3 juillet 2009, une [délégation du Gouvernement kényan](#) dirigée par M. Kilonzo, Ministre de la justice, et le Procureur ont publié une déclaration commune à La Haye, par laquelle ils déclaraient que, pour prévenir une nouvelle flambée de violences lors des prochaines élections, les principaux responsables des précédentes violences postélectorales devaient rendre des comptes. En cas d'échec des efforts déployés en faveur de procédures nationales, les autorités kényanes ont accepté de saisir la Cour de la situation. Le 9 juillet, le Groupe d'éminentes personnalités africaines de l'Union africaine a annoncé qu'il allait [remettre au Bureau du Procureur une enveloppe sous scellés contenant une liste de personnes qui seraient impliquées et des pièces justificatives que son président, Kofi Annan, avait lui-même reçu de la Commission Waki](#). Ainsi, le 16 juillet, le Procureur Moreno-Ocampo a reçu l'enveloppe sous scellés et six cartons de documents et de pièces justificatives rassemblés par la Commission. Le Procureur a ouvert l'enveloppe, en a examiné le contenu, puis a remis les scellés. Le 30 septembre, le Procureur [a rappelé](#) sa détermination à se pencher sur la question des violences postélectorales et à empêcher qu'une telle situation ne se reproduise en proposant une stratégie orientée sur trois axes : poursuites des principaux responsables devant la CPI, mise en œuvre de procédures nationales visant à ce que les autres auteurs de ces violences répondent de leurs actes et mise en place d'autres réformes et mécanismes, comme la création d'une commission vérité, justice et réconciliation, pour faire toute la lumière sur les événements en cause et proposer des solutions pour éviter que de tels crimes ne se reproduisent.

Le Procureur doit rencontrer, le 5 novembre, le Président Kibaki et le Premier Ministre Odinga afin de discuter des prochaines mesures à prendre pour enquêter sur les crimes commis dans le cadre des violences postélectorales et en poursuivre les principaux responsables. Le Procureur est habilité à ouvrir une enquête de sa propre initiative sur la base des informations relatives aux crimes relevant de la compétence de la Cour. Il doit pour cela obtenir l'autorisation de la Chambre préliminaire de la Cour. Le Gouvernement kényan peut de son côté choisir de saisir la Cour de la situation.

h. Guinée

Le 14 octobre 2009, le Procureur a confirmé que la situation en Guinée faisait l'objet d'un examen préliminaire. La Guinée est un État partie au Statut de Rome depuis le 14 juillet 2003. En conséquence, la Cour pénale internationale a compétence à l'égard des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité ou du crime de génocide pouvant être commis sur le territoire de la Guinée ou par ses ressortissants, y compris les meurtres de civils et les violences sexuelles. Conformément à l'article 15 du Statut de Rome, le Bureau du Procureur a pris connaissance d'allégations graves concernant les événements survenus le 28 septembre 2009 à Conakry.

27 octobre - Human Rights Watch a publié un [rapport](#) faisant état de nouveaux éléments de preuve au vu desquels des unités d'élite de la garde présidentielle, les « bérets rouges », auraient dans une large mesure organisé et commis

le massacre et les violences sexuelles généralisées survenus en septembre 2009. Les forces armées auraient tenté de dissimuler les preuves de ces crimes en retirant les corps du stade et des morgues de la ville et en les enterrant dans des fosses communes.

30 octobre - Le Conseil de paix et de sécurité de l'UA a décidé d'imposer des [sanctions](#) contre les dirigeants de Guinée pour ces crimes. Il est notamment prévu de geler des avoirs bancaires et de refuser de délivrer des visas.

3. Coopération – Mobilisation des efforts déployés en vue des arrestations :

L'ÉVÉNEMENT MARQUANT DE LA SEMAINE : CONSULTATIONS AVEC LES ÉTATS CONCERNANT LA STRATÉGIE EN MATIÈRE DE POURSUITES

30 octobre – Comme en 2006, le Bureau du Procureur tient des sessions de consultations ouvertes avec ses partenaires à propos de son ébauche de stratégie en matière de poursuites pour la période 2009-2012. Ces consultations avaient commencé plus tôt dans l'année à l'université de Harvard avec des universitaires et des membres de la société civile. Elles se sont poursuivies au siège de l'ONU à New York en septembre, où le Procureur Moreno-Ocampo a présenté son ébauche de stratégie à l'occasion de la Conférence consultative sur la justice pénale internationale. Le Bureau du Procureur a également consulté, au siège de la Cour à La Haye, des représentants de la société civile lors de la table ronde qui s'est tenue avec les ONG les 6 et 7 octobre.

Le 30 octobre, 40 représentants d'États parties ou non parties ont assisté à la réunion présidée par le Procureur Moreno-Ocampo. Les États ont salué l'occasion qui leur était donnée de faire part de leurs observations. Ils ont également fait savoir qu'ils adhéraient aux cinq objectifs prioritaires fixés par le Procureur pour les trois prochaines années. En réponse aux questions qui lui ont été posées, le Procureur a expliqué comment il comptait, d'une part, remplir les objectifs, concernant par exemple la mise en œuvre des politiques, des formations et des projets en matière d'éducation du Bureau et, d'autre part, l'efficacité des enquêtes et des poursuites. Le Procureur a souligné : « *Mon bureau continue de s'appuyer sur ses six années d'expérience afin d'être aussi clair, transparent et prévisible que possible, tout en préservant sa pleine indépendance. Nous devons œuvrer au mieux dans le prétoire, mais l'impact de notre action dépendra aussi largement [des États]. Nous souhaitons collaborer ces trois prochaines années afin de maximiser l'impact de notre action commune.* »

D'autres consultations se tiendront le 3 novembre à Genève avec des États, des organisations internationales, des ONG et des universitaires. La stratégie en matière des poursuites sera alors finalisée, en prenant en considération les commentaires reçus. La version finale sera diffusée avant la tenue de l'Assemblée des États parties en novembre 2009.

24 octobre - A l'occasion de la visite au Botswana du Premier Vice-Président soudanais Salva Kiir, le Vice-Président Mompoti Merafhe a [réaffirmé](#) : « *le Botswana a estimé opportun de se prononcer sur l'inculpation du Président Al Bashir par la Cour pénale internationale* », et qu'il ne fallait pas empêcher la CPI de remplir son mandat.

28 octobre - Selon certains [médias](#), le Gouvernement français envisage d'annuler le prochain sommet Afrique-France qui devrait avoir lieu en Égypte en février, étant donné qu'il ne souhaite pas la présence du Président Al Bashir.

29 Octobre - Dans une déclaration à l'Assemblée générale de l'ONU au nom du Groupe africain des États parties de la CPI, l'Ambassadeur Muburi Muita, Représentant permanent du Kenya auprès de l'ONU, a réaffirmé l'engagement du Groupe à ses obligations en vertu du Statut de Rome : les États parties africains restent engagés dans la lutte contre l'impunité, ainsi que vis-à-vis du fonctionnement indépendant, impartial et effectif de la Cour. Afin de faire plus de progrès, il a déclaré que la Cour devrait recevoir tout le soutien nécessaire.

4. À venir :

- 4 novembre - Présentation du Procureur à la 17^e séance d'information du corps diplomatique, La Haye
- 5 novembre - Visite du Procureur à Nairobi, Kenya

- 7-9 novembre - Participation du procureur adjoint au Forum du Centre africain pour l'étude de la démocratie et des droits de l'homme, 46^e session ordinaire de la Commission africaine des droits de l'homme et des peuples, Banjul
- 9-10 novembre - Participation du Procureur au symposium intitulé « La CPI que l'Afrique veut », Le Cap
- 11-13 novembre - Visite du Procureur et du procureur adjoint au Rwanda à l'occasion du colloque des procureurs internationaux, Kigali
- 18-26 novembre - [Huitième Session de l'Assemblée des États parties](#), La Haye
- 20 novembre - Participation du Procureur au Sommet des Conseils de l'agenda mondial du Forum économique mondial, Dubaï
- 21 novembre - Le procureur adjoint doit recevoir le « Prix des juristes internationaux 2009 » décerné par la Commission internationale de juristes en récompense de sa contribution dans le domaine du droit pénal, New Delhi
- 23-27 novembre - Le procureur adjoint participera au Forum de la société civile, Nairobi
- 24 novembre - Chambre de première instance II : ouverture du procès dans l'affaire [Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo](#)
- 4 décembre - Rapport du Procureur au Conseil de sécurité de l'ONU à propos de la situation au Darfour en application de la résolution 1593 (2005)
- Décembre - Présentation du Procureur au World Affairs Council de Californie du Nord, San Francisco

** Le présent document est l'expression des points de vue du Bureau du Procureur de la CPI. Pour de plus amples informations, veuillez contacter Mme Olivia Swaak-Goldman, conseillère en coopération internationale au Bureau du Procureur : Olivia.Swaak-Goldman@icc-cpi.int*